

# L'Europe face à l'immigration\*

マキシム・タンドネ

## I. La marche vers l'unité européenne

L'Europe est un ensemble géographique constitué de 28 pays, peuplée d'environ 520 millions d'habitants, occupant l'extrémité ouest d'un immense continent euro-asiatique. Si l'on additionne les forces de ces Etats, l'Europe produit 24% du PIB mondial. Elle est fondée sur une culture commune qui remonte à environ 3000 ans. La grèce antique lui a apporté les fondements lointains de la science, de l'astronomie, de la médecine, de la philosophie, le sens de la cité ou de l'Etat, l'idée de la politique. L'héritage latin est le second pilier de la culture européenne. Il lui a apporté la notion de droit, c'est-à-dire d'organisation de la société selon des règles communes à tous les citoyens. Il est à l'origine de l'alphabet latin, fondement de l'écriture. Le latin est la source de la plupart des langues européennes. La fin de l'empire romain en 450 s'est traduite par une longue période d'invasion, de chaos et de violence, au cours de laquelle l'Europe s'est organisée autour de la religion chrétienne et son message fondé sur la divinité du Christ, sauveur de l'humanité à travers le pardon des péchés.

A partir de la Renaissance au XVIème siècle, le continent européen, organisé en puissants empires et royaumes, a connu une période d'expansion, de puissance, de domination du monde sans équivalent dans l'histoire. Il a vécu, jusqu'au début du XXème siècle, une période de puissance absolue sur la planète. Elle est à l'origine des grandes découvertes scientifiques qui ont bouleversé le monde contemporain: l'électricité, la médecine moderne, la voiture, le train et l'avion. Ses courants intellectuels ont bouleversé la manière de penser et de vivre d'une partie de l'humanité: la démocratie, les Lumières, les droits de l'homme, le socialisme, ont été inventés en Europe ... L'idée de progrès sur tous les plans — scientifique, technologique, économique, social et intellectuel — est née dans l'Europe de la Renaissance et des Lumières.

Pourtant, cette période d'expansion vertigineuse de l'Europe s'est traduite aussi par l'affirmation de puissants nationalismes, ou volontés de puissance et de domination. La colonisation en est issue: du XVIe au XXe siècle, les nations européennes ont constitué de gigantesques empires assurant leur domination sur le monde. Mais aussi, l'Europe s'est déchirée en nationalismes sanglants. Ces nationalismes ont atteint leur paroxysme avec la guerre de 1914-1918, entre la France et l'Angleterre d'une part, alliés aux Etats-Unis contre l'Allemagne et l'Autriche, qui a fait 15 millions

de morts. Puis la guerre mondiale de 1939-1945, qui a commencé en Europe avec l'attaque de la Pologne puis de la France par l'Allemagne nazie a provoqué une effroyable hécatombe de 50 millions de morts et la destruction du continent européen.

Depuis 1945, les Etats européens ont donc décidé de s'unir, de regrouper leur force économique, et de se donner une identité politique commune. Cette tâche a pris beaucoup de temps. Le 25 mars 1957, ils ont créé la communauté économique européenne en signant le traité de Rome. Six Etats étaient concernés au départ: France, Allemagne, Italie, Pays-Bas, Belgique, Luxembourg. Au départ, l'objectif était bien de construire une unité politique, une identité commune aux Etats. Cette unité politique a été constamment renforcée avec le traité de Maastricht en 1992, puis les traités d'Amsterdam en 1997, de Nice en 2000, de Lisbonne en 2007. La construction politique de l'Europe s'est accomplie "par petits pas", comme le voulait Jean Monnet, un haut responsable français, dans l'objectif "d'un rapprochement toujours plus grand entre les peuples". A la suite de l'effondrement de l'URSS et des dictatures communistes en 1990, l'adhésion à l'Union européenne des pays d'Europe orientale, Pologne, Hongrie, République tchèque, Roumanie, en 2004, a été vécu comme un grand moment d'espoir et de triomphe de la liberté.

Aujourd'hui, l'Union européenne est une construction politique particulière, sans équivalent dans le monde ni dans l'histoire. L'Union exerce des compétences dans tous les domaines de la vie publique. Elle adopte des lois communes les directives et les règlements qui sont préparées par une puissante Commission, indépendante des Etats et votées par le Parlement européen, élu au suffrage universel au scrutin de liste. Elle détient donc un pouvoir considérable qui est supérieur à celui de chaque Etat. Il est question d'une souveraineté européenne.

Sa principale réalisation est la monnaie commune, l'euro. En outre, parmi ses réalisations emblématiques figure l'espace de libre circulation Schengen: les contrôles aux frontières intérieures, entre les Etats, ont été supprimés au profit d'une frontière extérieure commune, dotée d'outils de contrôle, le SIS, système d'information Schengen, où sont enregistrées toutes les personnes indésirables en Europe, et une police aux frontières commune, FRONTEX. Les Européens ont donc supprimé les contrôles aux frontières, entre eux, et développé une politique commune de l'immigration, fondée sur l'unification de leurs lois sur les étrangers, de leur politique de visa et d'asile. Cette libre circulation sur tout le territoire de l'espace Schengen est devenue un principe fondamental du droit européen.

## II. L'Europe face au défi de l'immigration et de l'intégration des populations d'origine étrangère

L'immigration est devenue un sujet politique majeur sur tout le continent européen, depuis une trentaine d'années. Longtemps, du XIX<sup>ème</sup> siècle aux années 1950, les flux de personnes en

Europe sont restés dominés par des mouvements internes au continent, la main d'oeuvre italienne, espagnole, polonaise, se rendant dans les pays voisins, principalement en France, en Grande-Bretagne et en Allemagne.

Depuis la décolonisation, autour de 1960, l'immigration extra-européenne, des pays du Sud vers l'Europe, est en forte augmentation: de Turquie vers l'Allemagne, d'Inde et du Pakistan vers la Grande-Bretagne, d'Algérie, du Maroc et d'Afrique subsaharienne vers la France. Dans les années 1960 à 1970, l'Europe a fait venir des travailleurs non qualifiés du Sud pour permettre le développement des industries de masse. Les travailleurs étrangers ont ensuite fait venir leurs familles en invoquant la convention européenne des droits de l'homme signée et ratifiée en 1950, qui prévoit dans son article 8 le droit de tout homme "au respect de sa vie privée et familiale." Les familles se sont installées en Europe et elles ont eu des enfants, puis des petits enfants. D'autres personnes venues des pays du Sud ont été accueillies en Europe au titre du droit d'asile, fuyant les persécutions et les guerres dans leur pays.

Ainsi, depuis les années 1960, la population de l'Europe s'est fortement diversifiée. Une partie, même minoritaire, de la population des grands pays d'immigration France, Allemagne, Pays-Bas, Royaume-Unis, Belgique, est constituée de migrants et de leurs descendants. Beaucoup sont naturalisés, ont pris la nationalité des pays où ils se sont installés. On estime que dans les grands pays d'immigration européens, la population originaire de l'immigration représente une fraction importante de la population globale des Etats. En France, 20% des habitants ont au moins un grand parent né étranger et hors de France. Les ordres de grandeurs sont les mêmes en Allemagne ou au Royaume Uni. Encore aujourd'hui, jamais l'Europe n'a été aussi ouverte. Elle n'a rien d'une "forteresse" fermée sur elle-même comme le prétendent certains idéologues.

D'après les statistiques de l'Union européenne le nombre total d'étrangers venus de pays extérieurs à l'Europe est de 16,2 millions en 2003 à 20 millions en 2017, ces chiffres ne tenant pas compte des personnes naturalisées. L'Europe accueille chaque année environ 1,5 million de nouveaux migrants venus en grande partie des pays du Sud. Cinq pays accueillent à eux seuls 80% des populations immigrées: Allemagne, France, Royaume-Uni, Italie, Espagne.

Les Etats européens estiment tous que leurs capacités d'accueil des populations étrangères sont limitées. Ils se reconnaissent comme des sociétés multiculturelles et ouvertes aux migrations internationales, mais dans certaines limites.

Les nouvelles populations sont parfois dans des situations sociales difficiles. Une partie de ces populations se trouve donc marginalisées, frappées par des phénomènes d'exclusion. La concentration des populations issues de l'immigration dans quelques zones urbaines des banlieues européennes conduit périodiquement à des phénomènes de révolte. Les émeutes d'octobre-novembre 2005 qui ont embrasé les banlieues françaises entraînant de nombreux blessés et des dégâts

matériels considérables, des dizaines de milliers de voitures et d'immeubles brûlés – écoles, magasins –ont frappé les esprits et montré la gravité du malaise social. Les mêmes phénomènes se sont retrouvés en Allemagne, au Royaume Uni, au Danemark, en Belgique.

L'attitude des catégories sociales face à ce phénomène est fortement contrastée. L'accueil des migrants est jugé favorablement par les élites universitaire, journalistiques, politiques. Elles considèrent que l'immigration est un bienfait, économique, démographique, culturel, car favorisant la diversité, et se reconnaissent dans la déclaration de Kofi Annan, secrétaire général de l'ONU en 2006 : « *L'histoire nous enseigne que les migrations améliorent le sort de ceux qui s'exilent mais aussi font avancer l'humanité toute entière* ». Mais en face, l'immigration suscite des réactions plus inquiètes dans les populations européennes. Un sondage Odoxa pour le Figaro-France info du 28 et 29 juin 2018 révèle que 60% des Français veulent mieux réguler l'immigration.

Les pays européens ont tenté de s'organiser pour intégrer dans les meilleures conditions des populations originaires d'Asie et d'Afrique, qui occupent une place croissante dans la société depuis les années 1960. L'un des enjeux essentiels de ce processus concerne l'accueil de populations de religion musulmane. Le nombre de personnes de confession musulmane est estimé à 10 ou 12 millions sur le vieux continent.

De fait, les sociétés européennes sont devenues multiculturelles. Elles font coexister des populations chrétiennes, juives, musulmanes ou sans religion. Pourtant, chaque nation s'est organisée à sa façon.

Ainsi, la Grande-Bretagne et les Pays-Bas ont choisi un modèle communautariste. La société s'organise sur la base de la reconnaissance de communautés différentes, intermédiaires entre l'Etat et l'individu: pakistanaise, indienne, afro-carabéenne, britannique d'origine... Les communautés font l'objet de statistiques officielles. Elles organisent leurs propres écoles, associations, clubs sportifs.

La France a choisi un modèle différent. Les différences de culture sont acceptées et reconnues. Mais la citoyenneté prévaut sur les différences. L'individu est citoyen français. Son appartenance à la communauté nationale l'emporte sur son appartenance à une communauté. Tout homme ou femme est un citoyen égal aux autres. La Constitution, la loi, les valeurs communes l'emportent sur toute considération de communauté d'origine. Les communautés d'origine ne sont pas reconnues en tant que telles. D'après la Constitution française qui reprend un vieux principe issu de la Révolution de 1789: la République est indivisible, elle ne reconnaît aucune distinction d'origine, de race et de religion. Pour l'Etat, les communautés n'ont aucune existence légale. L'Etat ne s'adresse qu'à des individus, contrairement à la Grande-Bretagne, où il prend en compte officiellement l'existence des communautés.

Ainsi, en France, les statistiques ethniques sont interdites. Il n'est pas permis de faire des statistiques sur le nombre des personnes d'origine africaine, asiatique, européenne, etc. De même,

l'approche de l'intégration est axée sur l'autorité de l'Etat. En France, la polygamie est strictement interdite, contrairement à la Grande-Bretagne. Le port du voile islamique dans l'école publique est prohibé, de même que la burqa, le voile intégral sur la place publique. L'ONU vient de condamner la France en estimant qu'elle bafouait la liberté de se vêtir comme chacun l'entend. Ainsi, la différence des cultures est acceptée: choix du prénom, pratique de la religion, manière de se nourrir et de vêtir, mais uniquement dans les limites strictes prévues par la loi.

Même s'ils ne concernent qu'une infime minorité de personnes, quelques dizaines sur une population totale de 500 millions d'habitants, les attentats terroristes commis en Europe depuis 2004 ont mis en lumière l'existence de petites minorités radicalisées qui rejettent le monde occidental. Un sondage de l'Institut Montaigne de septembre 2016 montre que si l'immense majorité des populations musulmanes en France sont bien intégrées, il existe une minorité de 28% des Musulmans qui seraient dans une logique de rejet des valeurs de la République. Elle concerne le plus souvent des jeunes qui ont peu de culture religieuse, pas forcément pratiquants, déclassés socialement, déscolarisés, qui trouvent dans la radicalisation un mode d'expression d'une révolte. Ce phénomène est source d'inquiétude pour les sociétés européennes en particulier la France.

### III. La crise migratoire européenne

Le sujet de l'immigration en Europe a pris une dimension totalement nouvelle à partir de 2014 et 2015. La déstabilisation politique de l'Irak et de la Syrie, l'essor de l'Etat islamique daesh, un mouvement terroriste couvrant une partie de ces deux pays, la guerre civile qui a ravagé ces deux Etats, a entraîné une vague considérable de populations fuyant les massacres vers la Turquie et l'Europe.

En 2015, l'Europe a compté l'arrivée de plus d'un million de réfugiés, ou migrants venus de ces pays où la guerre faisait rage. Presque toutes ses populations ont été accueillies en Allemagne, en raison de la situation économique très favorable de ce pays qui offre des possibilités de travail et de la politique d'accueil proclamée par la chancelière Merkel, qui s'est présentée comme "la mère des réfugiés". En 2016, le mouvement s'est poursuivi, tout en ralentissant fortement.

Ces événements ont profondément secoué l'Europe. Dès septembre 2015, l'Allemagne, après avoir généreusement ouvert ses portes aux réfugiés, a estimé qu'elle ne pouvait pas porter seule la responsabilité de l'accueil. Elle a voulu promouvoir un système de quotas d'accueil obligatoires par pays européen. Le 22 septembre, l'Union européenne, sous l'impulsion de l'Allemagne, a adopté un plan de répartition des migrants sur tout le territoire européen. Mais plusieurs pays s'y sont farouchement opposés, notamment la Grande-Bretagne, la Pologne et la Hongrie. Ils ont estimé que l'Union européenne n'avait pas les pouvoirs de leur imposer l'arrivée de réfugiés ou de migrants. La

France de son côté a accepté de recevoir un certain nombre de migrants se trouvant en Allemagne (20 000). L'idée de quotas obligatoires a donc été abandonnée face au tollé qu'elle provoquait. Mais elle a provoqué de vives tensions entre les Etats.

L'Union européenne, sous l'impulsion de la chancelière Mme Merkel, a négocié un accord avec la Turquie en mai-juin 2016 pour que la Turquie retienne sur son territoire les réfugiés ou migrants arrivés du Moyen-Orient. En contrepartie, l'Europe a versé plusieurs milliards d'euros à ce pays. Cette décision a eu pour effet de mettre fin à l'afflux des Syriens et Irakiens en Europe.

On a vu en 2016 et en 2017 une augmentation des arrivées en provenance de la côte Libyenne vers l'Italie, la fameuse île de Lampedouza, à travers la Méditerranée. Plusieurs centaines de milliers de migrants venus du Pakistan, d'Afghanistan, de la partie Est de l'Afrique, Soudan, Erythrée, sont arrivés en Europe sur de frêles embarcations. Ce phénomène a provoqué aussi des centaines de noyades en Méditerranée. Ces migrations sont organisées par des mafias criminelles qui poussent des jeunes gens à s'endetter à vie pour financer leur passage illégal en Europe et devront rembourser leur dette par un travail sous-payé dans des conditions d'esclavagisme. Ces passeurs esclavagistes ont amassé, en 2015-2017, des sommes gigantesques qui, selon des estimations, dépassent le revenu planétaire du trafic de drogue.

Cependant, l'Union européenne n'est pas restée inactive dans ce dossier. Elle verse des fonds considérables à la Libye pour qu'elle rétablisse un Etat stable, mette en place un système de gardes frontière et lutte contre les passeurs et les migrations clandestines. Ces mesures se sont traduites en 2018, par une chute considérable des migrations clandestines par la Méditerranée. Le flux a été divisé par 10, passant de 200 000 en 2017 à 20 000 en 2018.

La crise migratoire européenne a tendance à s'atténuer en ce moment. Pourtant elle laisse une Europe affaiblie et divisée. Or, nous savons que les phénomènes migratoires seront un défi de l'avenir pour l'Europe. La population de l'Afrique va plus doubler dans les 30 années à venir, passant de 1 milliard aujourd'hui à 2,4 milliards en 2050. Or la grande pauvreté risque de continuer à s'aggraver sur le continent: 220 millions d'hommes vivent avec moins d'1,9 dollars par jour. Le développement de l'Afrique et l'organisation des migrations internationales dans les meilleures conditions possibles seront les grands enjeux de l'avenir.

L'Europe doit au contraire songer à unir ses forces pour relever l'un des grands défis qui se présente à elle. Elle doit se donner les moyens de lutter contre les filières criminelles qui vouent des centaines des milliers de personnes à l'enfer de l'immigration clandestine et qui déstabilisent le continent africain comme le continent européen. Elle doit unir ses moyens pour accompagner le continent africain dans son développement économique et social. La question n'est pas de refermer l'Europe à toutes les migrations. Celles-ci sont inévitables et nécessaires dans le monde moderne, pour des raisons économiques, démographiques, culturelles mais de maîtriser et d'organiser ces

migrations dans l'intérêt aussi bien des régions de départ que de destination.

\* Ce texte est issu d'une conférence qui s'est tenue le 7 novembre 2018 à l'Université de Kyoto des Études des Étrangers.

(本稿は2018年11月7日、京都外国語大学で開催された講演会において発表した内容である。)

## 「移民問題に直面するヨーロッパ」(日本語訳)

東村紀子(訳)

### 1. ヨーロッパ統一への歩み

ヨーロッパ連合とは、28ヶ国によって構成され、実に5億2000万人もの人口を擁する非常に大きなユーラシア大陸の西側を占める国々の連合体である。それぞれの国々の国力を合わせれば、世界的総生産の24%を占める経済力を持ち、また文化的側面から見れば3000年にわたって共通の文化を基礎として築き上げてきた歴史の上にヨーロッパは成り立っている。古代ギリシアは科学や天文学、医学、哲学、国家の意義や政治概念の基礎をヨーロッパにもたらした。ラテン的文化遺産はまた、ヨーロッパ文化の第二の柱をなすものである。ラテン文化は法概念、つまり全市民にとっての万民法となるような規則に従う社会組織を作る概念をもたらした。ラテン文化は(文書として書き記すための)ラテン文字の基礎となり、ラテン語は多くのヨーロッパ言語の起源となっている。ローマ帝国時代の終盤に差ししかかった紀元450年頃には、それまで長く続いた侵略や混沌、暴力が蔓延していた時代が終わりを告げ、罪人さえも赦す人道的救い主であるキリスト自身の神性にに基づいた箴言やキリスト教的概念によって統治される時代となった。

16世紀にはヨーロッパ大陸におけるルネッサンスの時期を迎えた折から、帝国や王国などの力を持つ国々は領土や権力の拡大を続け、今までの歴史に類を見ないほどの支配力を持つ国々の集まりとなった。ルネッサンスの時代から20世紀初頭までの間はまさに絶対的権力の時代であった。当時の世界観を根底から覆すほどの科学的な数々の大きな発明、例えば電気の発明や現代医学、自動車や電車や飛行機の発明はまさにこの時代に生み出されたのである。こうした知的発展の流れは、既存の物事の考え方や人道性にのみ則った人々の生き方を根底から覆すほどの影響力を持つものであった。より具体的に言えば、つまり民主主義や啓蒙思想、人権や社会主義といった思想はこの時代にヨーロッパで生まれた産物だったのである。こうした面での進歩はありとあらゆる面で見られた。例えばこのような、科学的分野や工業分野、経済的領域や社会分野の発展、知的な方面での進歩の数々はルネッサンス及び啓蒙思想の時代のヨーロッパで生まれ、そして発展したのである。



しかしながら、ヨーロッパにとって目もくらむようなほどの輝かしい時代は同時に、ナショナリズムの台頭をも生み出し、権力及び支配力の負の側面をももたらした。例えば、まさに植民地支配などがそれに該当する。16世紀から20世紀まで、ヨーロッパ人は世界中の至る所にその支配力を拡大しただけでなく、血なまぐさいナショナリズムによって分断された土地ともなった。1914年から1918年までの間にはフランスとイギリスとの間で、アメリカやドイツ、オーストリアなどを巻き込んだ戦争が起こり、1500万人もの死者を出した。それに引き続き、1939年から1945年の間には5000万人もの死者を出し、ヨーロッパ大陸の破壊とも言える大きな戦争を引き起こした舞台ともなった。

1945年以降、ヨーロッパ諸国はこのような歴史を経験した上で、経済力の発展とヨーロッパにおける共通の政治を行うための統一を目指すようになり、この流れには多くの時間を必要とした。1957年3月25日にはローマ条約の調印とともにヨーロッパ経済共同体を誕生させ、ヨーロッパの共通政策は少しずつ、まさにフランス人のジャン・モネという政策責任者はこのような歩みを「ヨーロッパ社会におけるたゆみない接近」と呼んだように、一歩ずつの歩みながら発展してきた。さらに1990年にソビエト連邦が崩壊したことに伴い、2004年にはポーランドやハンガリー、チェコやルーマニアといった旧社会主義国家は、いわゆる「自由の勝利」とも言える希望に満ちた時代を迎えたかのようにヨーロッパ連合に加盟していった。

今日、欧州連合は他の地域でも、また歴史上においても類を見ない特殊な政治を行う機構である。欧州連合は、人々の公的生活の全てにおいて影響力を行使し支配しうる権限を有している。ご承知のように、欧州議会は普通選挙者リストから選出された人々によって成り立っており、また欧州委員会の権限により同連合の加盟国全てを拘束し、それぞれの国家から独立しつつ欧州議会によって投票され、採用された共通の基準や規則を採用している。ヨーロッパ連合の実現を最も大きく象徴するものの1つが、現在の統一通貨となっているユーロによる統一経済である。さらに象徴的なのはシェンゲン協定というヒト・モノの自由移動の実現である。ヨーロッパ連合加盟国間では、このシェンゲンシステムによって、いわゆるパスポートコントロールチェックと呼ばれる従来型の国境警備システムが消滅し、ヨーロッパにおいて「好ましからざる者」と見なされる人々が登録されたフロンテックスというシステムも導入された。このようなシステムの導入により、ヨーロッパ連合加盟各国はそれぞれの国境警備を廃止し、共通の移民政策ならびに外国人の出入国管理政策やビザ、難民政策に関する共通政策を発展させていくことを約束し、それに伴うヨーロッパ域内の自由移動を認めるシェンゲン協定は、今日のヨーロッパ法の基礎をなすものとなった。

## II. 移民と外国人の統合問題に直面するヨーロッパの挑戦

移民政策がヨーロッパにおける最大の 이슈 となってから、既に実は30年経っている。19世紀から1950年代までの長い間、ヨーロッパ内における移民とは、慢性的な人手不足を解消す



るためであり、イタリア、スペイン、ポーランドなどのヨーロッパ大陸内を移動してきた移民を指していた。そして彼らの目指す目的地は、そう地理的に遠くないフランスやイギリス、ドイツであった。

1960年代には多くのヨーロッパの支配下にあった国々が独立する時代を迎え、ヨーロッパ域外からの非常に多くの移民を迎える時代となった。例えばトルコ出身者はドイツに、インドやパキスタンからはイギリスに、アルジェリアやモロッコ、サブサハラ以南の国々からはフランスを目指す移民の大量移動が、この時期に起きた現象である。1960年代から1970年まではヨーロッパの国々は工業の目覚ましい発展を遂げ、そのためにヨーロッパよりも南に位置する国々から多くの働き手として受け入れを行うようになった。このような移民の人々は、さらに出身国から自分達の家族を呼び寄せるようになった。この呼び寄せを行うようになった法的根拠として、1950年に批准されたヨーロッパ人権宣言の第8条に「私生活及び家族生活の尊重」という項目を挙げることができる。また、この「移民」とは別に、多くは赤道の近くや南半球で起こる迫害や戦争などの理由によって逃げてきた人々、つまり難民を受け入れる動きもヨーロッパで見られるようになった。

このように、1960年代以降、ヨーロッパでは多様性に満ちた社会となった。フランスやドイツ、オランダやイギリス、ベルギーなど、ヨーロッパのうちのほんの限られた一部の国々とはいえ、これらの国々では多くの移民を受け入れ、またその子孫が生まれてくることによって、移民受け入れ大国となった。ヨーロッパで生まれた移民の子孫の多くは上述したヨーロッパ諸国で国籍を取得して帰化を行い、さらに定住するようになった。これら移民受け入れ国家となった国々では人口の中で決して少数とは言えない外国出身者が多く住む国となったのである。フランス国籍を持つ人々のうち、20%、つまり5人に1人の割合で、少なくとも祖父母のうち1人はフランス以外で生まれている外国出身者であると言われており、ドイツやイギリスでも同じような割合で、外国人出身者を祖父母に持つとも言われている。つまりヨーロッパというのは実際のところ、欧州の閉鎖性を非難する特定のイデオロギーを抱く人々が批判するような、非常に狭い見方で移民や難民、外国人を受け入れてきたのではなく、実はかつてないほどの開放性をも見せてきた土地だとも言えるのである。ヨーロッパ連合が発表した統計によれば、2003年には1620万人あまりの移民を迎えていたのが、2017年には約2000万人を受け入れたという統計結果を報告しているが、この数は前述したような、既に帰化をした人々の数を含んでいない。ヨーロッパは毎年約150万人の、ヨーロッパよりも南に位置する国々からの新規移民を受け入れている。そのうちの8割にのぼる移民をドイツ、フランス、イギリス、イタリア、スペインの5か国が受け入れているとも言われている。

現在、ヨーロッパ連合加盟各国はそれぞれ、外国人を受け入れる能力には限界があると訴えている。それらの国々は多文化社会や移民の人々にとって開かれた社会を実現しようとする一方で、やはりそれには限界があることも認識しているのである。また新規移民の人々が、社会的に非常に不利な状況下に置かれている現象もしばしば起こっている。この「社会的に不利な状況」とは、

新規移民としてやってきた彼らの一部は社会の片隅に追いやられて孤立させられ、彼らを排除しようとする現象のことを指している。ヨーロッパ各国において移民人口が密集している郊外地域では定期的に暴動といった社会現象として表れている。フランス郊外の問題点を象徴的に表していると思われる2005年10月から11月にかけて起きたフランス各地における暴動は、複数の負傷者を出し、膨大な数の物理的破壊行為、例えば数万台の車を燃やす行為や、教育機関や商店などを襲撃して放火するなどの暴力行為は、フランス社会に鬱積した不満の深刻さを如実に語るものであったと言える。そして同様の行為はドイツやイギリス、デンマークやベルギーにまでも飛び火した。

今、述べたような暴動や暴力事件などに対する人々の反応は様々で、そして対照的である。例えば大学教育関係者やジャーナリスト、政治家などといったいわゆるエリート層は移民に対して好意的である。彼らは移民を受け入れることを経済的にも人口政策学的にも、また文化的にも社会の多様性を受け入れるためにも有益なことであり、2006年にはコフィ・アナン国連事務総長が「歴史は我々に、移民たちが彼ら自身の福祉及び権利を獲得して（彼らの置かれた）状況を好転させてきただけでなく、人類全体の福祉及び権利を向上させてきたことを教えてくれる。」と述べたことも、移民を歓迎する世論を醸成させることに寄与した。しかし現実的には、欧州社会では不安を惹起させるような反応も目立っている。2018年6月28日、29日に発表されたOdoxa（オドクサ）という統計会社ガール・フィガロ仏紙に報告した調査によれば、60%のフランス人が移民の受け入れについては（アドホックなものではなく）今よりもっとシステム化され、制度化された移民政策をとるべきだと答えたとの調査結果を明らかにした。

さて1960年代より人手不足を解消するための移民人口は増え続け、ヨーロッパ連合加盟国はなんとかアジアやアフリカから絶え間なくやってくる彼らを、最も良い状況下において受け入れを行おうと努力してきた。その取り組みのうちの1つとして、移民政策に関わる本質的な問いでもあるが、イスラム教を信仰する人々をどう欧州社会に受け入れていくか、という観点であった。実際のところ、ヨーロッパ社会というのは誠に多様性を包含する社会となった。キリスト教の人々に加え、ユダヤ教やイスラム教、そして特定の進行を持たない人をも包摂する社会となった。ただし、国によっては独自の考えによってそれぞれ、受け入れの方針が違うこともここで指摘しておく。

例えば、イギリスやオランダは多文化主義理論を選択した。この多文化主義モデルというのはつまり、国家が、異なる文化や宗教を持つコミュニティの違いを認めてその仲介役となろうとする国家のあり方である。（イギリスやオランダなどは）パキスタン人、インド人、アフロ＝カリブ地域を出身地とする人々やもとはアングロサクソンの血をひく人々のコミュニティが形成されることを容認し、民族別による公的な統計をとることも当然のこととしている。そしてこの姿勢は教育機関や様々な機構、スポーツクラブなどの公的施設においても随所に見られる。

それとは対照的に、フランスは異なる理論を選択した。異なる様々な文化というのは一応その存在を認めて受け入れる。しかしながらフランス社会においては「市民性」が、「差異」よりも

優先されるのである。それぞれの個人は「フランス市民」であり、その国家に帰属した個人が、地域共同体に帰属しているという理論であり、全ての男性及び女性は他者という存在に対して平等な市民である。憲法、法律、共同体に見られるこうした共通の価値観は、出身共同体においても十分に機能しうると考えられている。したがって、一個人の属性（出自など）はフランス社会の公的領域においては考慮に入れない、ということが大前提とされている。フランス憲法は1789年のフランス革命にまで遡る古い原則を現在も採用しており、フランス共和国は不可分にして1つの国家であり、出身地や人種、宗教の違いを区別しないことを定めているのである。フランスは国家として、様々な出身地域や人種といった個人の属性に法的正当性を全く与えていない。国家は「フランス市民」という一個人との間に市民性を与える契約を結んでおり、イギリスなどのように公的に、各コミュニティの違いを考慮する理論をとるのは対照的な姿勢を見せている。

こうした背景からフランスは、各人種を区別することを基礎とした統計をとることを禁止している。フランスに居住する人々がアフリカ出身であろうと、アジア出身であろうと、ヨーロッパ出身であろうと、その統計調査をとるにあたっては、フランスを構成する人々の人種や国籍についての情報に関する調査は厳禁とされている。同様に、移民の統合政策も国によって対応は様々である。イギリスでは重婚は禁止されていないが、フランスでは重婚は禁止されている。またフランスはイスラム教の人々が被るスカーフや全身を覆うブルカなどは、教育機関や公的機関において着用することは禁止されている。近年になって国際連合は、個人が何を着用しようと個人の自由であるとして、（ブルカやスカーフなどを禁止する）制裁措置を個人にくわえるフランス政府を激しく非難した。このように、私的領域においては文化の違いや名前の選択、信仰の自由、衣食に関する自由は大幅に認められている一方で、厳しい制限が加えられている領域も存在する。

また現在5億人の人口を擁するヨーロッパにおいて、ごく一部の非常に限られた人数ではあるが、2004年以降においてヨーロッパ社会を拒絶し、急進的原理主義に魅せられたごく少数の人々によって複数のテロ行為が起こされた。2016年9月にモンテーニュ研究所は、フランスで生まれ育ったイスラム教徒のうちその大多数が問題なくフランス社会に統合されている一方で、28%のイスラム教徒はフランスの共和國的価値観を否定あるいは拒絶する考えを持っていることを明示する統計調査結果を発表した。この、フランスの共和國的価値観を否定する者の層としては若年層に多く見られ、宗教的文化への愛着などはなく、むしろ必ずしも宗教的に熱心ではない若者で、さらには社会的に恵まれていないわけでもなく、また教育も受けている若者が、暴動という表現行為を用いて過激な行動に走ることが報告されている。このような現象はとりわけフランス、そしてより広くはヨーロッパ社会において非常に大きな心配の種となっている。

### III. ヨーロッパにおける難民危機

移民問題は2014年及び2015年にヨーロッパ全域を覆う問題となった。イラクやシリアにおけ

る政権崩壊、イスラム国による紛争やテロ活動行為の激化及び内戦は、トルコやヨーロッパに逃げる人々の大量移動を促した。2015年には、さらに100万人近くの移民や難民が、大規模紛争によってヨーロッパに大量に流入した。彼らの大多数は、ヨーロッパにおいて比較的堅調な経済に恵まれ、またより多くの労働人口を必要とし、大量の難民を受け入れることに積極的なために「難民の母」と呼ばれるドイツのアンゲラ・メルケル首相の政策によって、同国に受け入れられた。こうして2016年には、ヨーロッパへの難民の大量流入現象が漸減していった。

ドイツによる大量の難民受け入れは、一時的にヨーロッパを救ったと言えるであろう。しかし2015年9月にドイツが難民を多く受け入れた後、ドイツはドイツ一国だけで難民の受け入れを、責任を持って行えるわけではないと表明した。それと同時に、クォータ制、つまり難民の受け入れを各国の受け入れ能力に応じて義務的に振り分けていく制度の促進に積極的な姿勢を明示した。そしてさらに9月22日にはドイツが提案した政策により、ヨーロッパ連合は加盟各国に対し、難民及び難民の受け入れ数を分割して振り分けていく制度を公に発表した。しかし多くの国がその制度に対して非常に批判的な姿勢を見せ、特にイギリスやポーランド、ハンガリーなどの難民の受け入れに否定的な国々は、ヨーロッパ連合にはそもそも、移民や難民を振り分ける権力など当初から持っていなかったとして明確な反対の意向を表明した。当時、フランス政府は難民の受け入れの数には制限せざるを得ないけれども、他方でドイツのように2万人程度なら受け入れられる可能性を示唆していた。この難民の割り当て制度を推進していく方向に進むかのように見えた議論はEU加盟国内の大きな憤激的となり、結果的に頓挫した。クォータ制の呼びかけはつまり、欧州連合内では非常に大きな緊張関係を生み出しただけでなく、加盟国間における相互不信を生み出したのである。

さらにヨーロッパ連合は、メルケル首相主導によって、2016年5月から6月にかけてトルコと交渉を行い、中東地域からトルコを経由してヨーロッパ域内に流入してくる難民をトルコ国内に留まらせることに同意する協定を結んだ。そして同協定は、トルコ国内に難民を留まらせて欧州に流入しないように求める一方で、数百億ユーロにのぼるお金をヨーロッパ連合からトルコに渡すことに同意する文書でもあった。この決定によって、ヨーロッパを目指すシリアやイラクを出身者とする人々の流れを食い止めることに成功したのである。

2016年及び2017年には再び、リビアからイタリア、特に非常に風光明媚なランペドゥーザ島へと地中海を通過して流入してくる難民の数が膨大なものとなった。数十万人にのぼるパキスタン、アフガニスタン、アフリカ東部、スーダン、エリトリアからの難民はとても脆弱な造りの船でイタリアの海域に入り、そして数百人の人々が溺死し、地中海で命を落とした。こうした形で入ってくる難民は、マフィアを中心とした犯罪組織が、難民あるいは移民の出身国においてヨーロッパに渡りたい若者を募り、借金とその利子を負わせる形でお金を貸し、ヨーロッパにたどり着いた後は、闇の労働市場において若者たちを働かせ、まるで奴隷労働のような悪条件で借金を返済させるという方法をとるのである。2015年から2017年にかけて、このような悪質な移民斡旋事業者が激増し、闇市場で違法薬物を取り引きさせるなどの行為によって、その事業者の利益は宇

宙的な数字にのぼると推定されている。

ただしヨーロッパ連合はこのような事態を見て、ただ手をこまねいて看過していたわけではない。ヨーロッパ連合は2012年のカダフィ政権崩壊によって不安定化したリビアに対し、国家再建のため、そして地中海を渡って来る不法移民がリビア国内で食い止められるようにと多くの資金を無償譲渡した。この措置により、2017年に20万人もヨーロッパに入ってきたリビアからの不法移民は、翌年の2018年には2万人へと激減したのである。

ヨーロッパにおける難民危機は現在のところ、以前のような深刻さは多少軽減したかのような傾向を見せている。しかしながら難民危機はヨーロッパ連合を弱体化させ、そして分断させるできごとでもあった。また難民危機をめぐる諸問題は、ヨーロッパ連合の将来像を問われ、試される1つの挑戦でもあることを私たちは学んだ。アフリカは今から30年後には現在の人口の倍以上もの人口を擁するようになると見込まれており、現時点ではアフリカの全人口は約10億人であるが、2050年には約24億人にものぼると推定されている。そして今も貧困は解消されることはなく、むしろ増すばかりであり、現在も1日に1.9ドル以下の収入で暮らす人々が2億2千万人いることを、ここであらためて指摘しておきたい。(私が思うに)アフリカの発展はもとより、国を超えて往来する移民をできる限り最高の条件下において受け入れることができるような移民政策の制度化を進めることは、ヨーロッパの将来への大きな課題であるとも言える。

ヨーロッパ連合は今後において、(今まで話してきたような)困難の時代を迎えた現状を踏まえつつ、私自身は加盟国間がよりいっそう力を合わせて協力していくべき時期を迎えていると考えている。欧州連合は、多くの人々を不法移民にさせ地獄のような状況に突き落とす闇の犯罪組織に対しても毅然とした態度で臨み、ヨーロッパ大陸やアフリカ大陸の社会制度を不安定化させる不正を断ち切り、さらに厳しく取り締まっていく時期に来ている。そしてアフリカ大陸に位置する国々に対しても経済的発展あるいは社会的発展のために協力していくべきだとも考える。ただ単に欧州連合の外圍国境線を再び閉じる、ということだけでは決して問題は解決しない。これらの難民危機や移民問題をめぐる課題は今、経済学的観点や人口政策学的観点、文化的発展のために現代社会においては不可避の、そして迅速な対応が望まれているのである。また政策的観点からも難民の受け入れ制度をうまく管理して組織化されたものへと変化させることは、移民や難民の人々を受け入れる国々にとってのみ利益があるのではなく、彼らの出身地である国々にとっても利益をもたらすものであると私は考えている。

